

Journée des personnes âgées

mentaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bertrand).

J'aimerais savoir le fond de la pensée. J'aimerais savoir comment il se fait ces gens-là qui sont prêts à défendre, qui sont prêts à rendre hommage à toutes nos personnes du troisième âge qui ont bâti notre pays, qui ont fait des sacrifices pour élever leur famille... comment se fait-il qu'ils n'ont pas fait ces mêmes discours à l'occasion de la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse? Comment se fait-il que toutes les personnes âgées qu'il a rencontrées étaient d'accord pour couper les 3 p. 100 à leur chèque? Et aujourd'hui si le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) a annoncé l'augmentation des pensions de sécurité de la vieillesse, de la pleine indexation, ce n'est pas grâce aux députés conservateurs. Justement, c'est aujourd'hui que cela a été annoncé par le ministre, et c'est aujourd'hui qu'il y a une motion visant à leur consacrer une journée. Je me demande s'il ne s'agit pas d'un remords de conscience.

Je comprends que vous devez avoir honte, oui je vous comprends.

Je vous comprends d'avoir honte de votre geste, mais cela ne se rachètera pas juste en proclamant une journée, parce que ce n'est pas une journée que cela prendrait, monsieur le Président, c'est une semaine! Cela prendrait une semaine de consultations pour les personnes âgées, une semaine pour les faire participer, pour nous dire quels sont leurs besoins, monsieur le Président. C'est fini les personnes âgées au Canada, les Canadiens et les Canadiennes n'acceptent plus qu'ici dans cette Chambre ce soit des députés, des parlementaires qui décident pour elles. Les personnes âgées, les personnes du troisième âge sont assez intelligentes et elles veulent participer et elles veulent rencontrer tous les parlementaires pour leur dire: Voici nos besoins, c'est cela, voici ce que l'on veut, c'est cela; dans le domaine de l'habitation, c'est cela dont on aurait besoin; dans le domaine des politiques sociales, c'est de cela dont on aurait besoin; dans le domaine culturel, le sport et le loisir, c'est de tel genre d'activité dont on aurait besoin. Ce sont des gens adultes, ce sont des gens intelligents, ce sont des gens compétents. Demain, ça va être nous. Ce n'est pas parce qu'on a 64 ans et que le lendemain on a 65 ans qu'on n'a plus de compétence, qu'on n'a plus d'intelligence, monsieur le Président, c'est le contraire! Il faut utiliser ces talents, il faut utiliser les richesses naturelles de nos personnes âgées, leurs connaissances, leur expérience. Elles sont prêtes à les mettre à la disposition, au service de tous les députés...

Une voix: Il faut les écouter.

M. Malépart: ... mais en autant... comme mon leader me le dit: Il faut les écouter. Il faut faire ce qu'ils veulent. Elles ne veulent pas avoir une journée juste pour la mascarade et avoir une parade et une médaille, monsieur le Président. Est-ce que cette décision-là a été prise par le caucus conservateur ou par les fédérations des clubs de l'âge d'or, monsieur le Président? J'aimerais bien que la secrétaire parlementaire du ministre se lève et me dise si la Fédération de l'âge d'or du Québec a fait une demande. Je n'en ai pas entendu parler et je suis très près de ces groupes-là. Est-ce que l'Association, l'AQDR, qui est venue ici, qui a demandé de rencontrer le caucus des députés conservateurs du Québec pour défendre leurs droits dans le cadre des programmes de développement d'emplois... les députés conservateurs ont dit non. Mais c'est de l'hypocrisie

quand, dans un même temps, dans la même semaine, on voit le refus de ces gens-là, et aujourd'hui, monsieur le Président, c'est le comble, «c'est le bout du bout», comme on dit chez nous, monsieur le Président. Aujourd'hui, il y a quelqu'un qui se lève et qui vient nous dire: Les personnes âgées, on est fier de ces gens, ils ont bâti notre pays, ils ont fait beaucoup de sacrifices pour nous autres, on va leur faire une petite journée. Monsieur le Président, ce n'est pas cela, c'est fini cela, c'est fini l'époque où d'autres décidaient pour d'autres, c'est terminé, monsieur le Président. Les gens veulent de l'action, ils sont tannés, tannés, tannés des promesses non respectées par le premier ministre. Ils sont tannés de se faire remplir de messages, de toutes sortes de choses, de discours faits par le premier ministre, ils sont tannés.

Un an et quelques mois après, les gens en ont ras-le-bol, monsieur le Président, les gens en ont ras-le-bol des propos du premier ministre ainsi que de ceux des députés conservateurs, monsieur le Président. Là, les gens disent: On veut de l'action, on veut que vous nous consultiez. Ils n'ont pas consulté. Vous nous avez trompés antérieurement. On veut que vous nous écoutiez et que vous agissiez selon qu'on vous le demande. Nos besoins, on les connaît, on sait ce qu'on veut, et on sait comment apporter des solutions, mais on va le dire à chacun des députés, si vous voulez bien nous écouter, et on va les mettre en application si vous voulez bien nous aider. Mai je n'ai vu personne, monsieur le Président. J'ai fait circuler des pétitions ici, monsieur le Président. On est encore, avant de terminer l'année, monsieur le Président, dans l'année de la discrimination de l'allocation au conjoint, aux veufs et aux veuves, monsieur le Président. S'il y avait eu le courage, l'honnêteté de se lever et dire qu'en 1986 on veut que l'allocation au conjoint soit admissible aux personnes seules, qui sont célibataires, séparées ou divorcées, monsieur le Président... Il y a encore, au moment où on se parle, 80,000 personnes au Canada, monsieur le Président, dont la très grande majorité sont des femmes qui se voient, dans chacune de nos circonscriptions, refuser par les fonctionnaires du ministère de la Santé et du Bien-être social l'allocation au conjoint tout simplement parce que ces personnes sont célibataires, tout simplement parce que ces personnes sont séparées ou parce que ces personnes sont divorcées, monsieur le Président. Monsieur le Président, ces personnes ont entre 60 et 65 ans, et elles se voient refuser à cause d'une décision de ce parti. Et vous pensez que tous ces gens, dans chacune de nos circonscriptions, vont «acheter» aujourd'hui une proposition d'avoir une journée en leur honneur.

● (1810)

Une voix: Elles ne sont pas stupides!

M. Malépart: Elles ne sont pas stupides comme le disait mon leader. Et elles disent: Non, merci, monsieur le Président. Au Québec, on sait ce que cela veut dire: Non, merci, monsieur le Président. On ne se fera pas passer des salades. Il est inacceptable et je suis persuadé que ma collègue de Mount Royal (M^{me} Finestone) qui est très dévouée, qui connaît très bien depuis plusieurs années tous les dossiers des personnes âgées et du domaine social va vouloir s'exprimer.

Monsieur le Président, de plus, il y a une chose que je dois dire: On a chacun des chefs dans nos partis, mais la différence entre mon chef et le chef que vous avez de l'autre côté. Le mien, il est sincère, il est honnête, il est franc. Le mien ne